

NOTICE DE SELECTION POUR CONSULTANT

Recrutement d'un Consultant International économiste de l'environnement, Chef de mission, pour l' « identification des lacunes et des besoins pour renforcer le Partenariat Public-Privé et les financements novateurs dans les secteurs de l'agriculture, santé, gestion côtière et des écosystèmes, ressources en eau, et développement d'une stratégie d'engagement du secteur privé sur l'adaptation au changement climatique, dans ces quatre secteurs »

PAYS	MADAGASCAR
TITRE DU POSTE :	Consultant International économiste de l'environnement, Chef de mission
OBJET DE LA MISSION	Identification des lacunes et des besoins pour le renforcement du partenariat public-privé et les financements novateurs et de développer une stratégie d'engagement du secteur privé sur l'Adaptation au Changement Climatique, dans les secteurs agriculture, santé, gestion des zones côtières et des écosystèmes, ressources en eau
Durée :	30 jours
Date estimée de début du contrat :	Juillet 2022

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse offres.mg@undp.org avec mention de la référence et l'intitulé du dossier au plus tard le 10 juillet 2022 à minuit, heures locales, soit GMT +3

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

CONTEXTE ET OBJECTIF

Madagascar a connu plusieurs événements extrêmes liés aux variabilités climatiques actuelles et passées durant ces dernières décennies. Les plus importants sont les cyclones, les inondations et les sécheresses. Ces perturbations deviennent de plus en plus fréquentes et intenses et génèrent des impacts importants notamment en matière de pertes de vie humaine, de diminution de production agricole et animale, de destruction des infrastructures, de dégradation des ressources naturelles (eaux, sols et forêts) et d'érosion côtière, rendant ainsi précaires la sécurité alimentaire, l'alimentation en eau potable et l'irrigation, la santé publique et la gestion de l'environnement et du mode de vie. Ces impacts mettent la population malgache et ses activités de développement en situation de vulnérabilité répétitive et croissante.

Le Gouvernement de Madagascar cherche à répondre aux conséquences du changement climatique sur son développement. Il a adopté plusieurs documents de politique et stratégiques (Politique Nationale de Lutte contre les Changements Climatiques, Programme d'Action National d'Adaptation au Changement Climatique, Communications Nationales sur le Changement Climatique, Contributions Déterminées Nationales, Plan National d'Adaptation, Plan d'Action Nationale de Lutte contre les Changements climatiques, etc..).

Le processus de PNA a été considéré comme un moyen pour aider à la mise en œuvre et au suivi et évaluation des CDN, « avec une vision d'insérer la dimension changements climatiques à tous les niveaux et dans tous les secteurs concernés » (République de Madagascar, 2015a), et vise « le renforcement des actions d'adaptation aux

changements climatiques en tenant en compte des besoins réels du pays ». La PNLCC, en son axe 3, stipule l'intégration du changement climatique à tous les niveaux (sectoriel, national, local).

En collaboration avec le Bureau National des Changements Climatiques, du Carbone et de la REDD+ (BNCCREDD+), le Programme des Nations Unies Pour le Développement et autres partenaires, un projet d'appui à la Planification de l'adaptation (à moyen terme) dans les secteurs sensibles au climat à Madagascar a été formulé et approuvé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC). L'objectif du projet est de répondre à la nécessité d'améliorer les évaluations des risques et de la vulnérabilité liés au climat et l'estimation des coûts pour les plans de développement sectoriels et nationaux, avec trois résultats attendus :

- **Résultat 1** : *Les risques et vulnérabilités (au CC) dans le secteur de l'eau sont évalués, les coûts économiques sont estimés et les options d'adaptation des secteurs les plus vulnérables sont identifiées.*
- **Résultat 2** : *Les mécanismes et les capacités techniques de coordination sont renforcés pour faciliter l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le processus de développement.*
- **Résultat 3** : *Les capacités institutionnelles pour accéder au financement pour le climat, et l'engagement du secteur privé pour l'adaptation au changement climatique sont renforcées.*

Le projet est exécuté selon la modalité de « Direct Implementation – DIM » du PNUD et est piloté par le BNCCREDD+ en tant qu'Autorité Nationale Désignée (AND) du FVC. Le BNCCREDD+ en tant que l'AND donnera des orientations nécessaires aux interventions du projet et fera le suivi de la mise en œuvre du projet ainsi que la supervision de l'atteinte des résultats escomptés.

Les présents termes de référence sont conçus pour le recrutement d'un **Consultant International économiste de l'environnement, Chef de mission, pour l' « identification des lacunes et des besoins pour renforcer le Partenariat Public-Privé et les financements novateurs dans les secteurs de l'agriculture, santé, gestion côtière et des écosystèmes, ressources en eau, et développement d'une stratégie d'engagement du secteur privé sur l'adaptation au changement climatique, dans ces quatre secteurs.** Il travaillera en collaboration avec un consultant national.

OBJECTIFS

L'objectif global est l'identification des lacunes et des besoins pour le renforcement du partenariat public-privé et les financements novateurs et de développer une stratégie d'engagement du secteur privé sur l'Adaptation au Changement Climatique, dans les secteurs agriculture, santé, gestion des zones côtières et des écosystèmes, ressources en eau. La stratégie proposera des idées de projets concrets et des instruments politiques et financiers pouvant être utilisés pour inciter ou faciliter les investissements du secteur privé.

Les objectifs spécifiques de cette mission sont de :

- Identifier les lacunes et besoins afin de renforcer les partenariats public-privés pour les secteurs suivants : agriculture, santé, gestion des zones côtières et des écosystèmes, ressources en eau ;
- Identifier les sources de financement novateur pour ces secteurs ;
- Sur la base de cette analyse, formuler une stratégie nationale d'engagement du secteur privé pour surmonter les obstacles identifiés auxquels les entreprises sont confrontées dans la recherche d'opportunités de marché pour les produits et services d'adaptation dans les quatre secteurs.

RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de cette mission, les résultats suivants sont attendus :

- Des lacunes et besoins sont identifiés pour le renforcement des partenariats public-privés dans le

domaine de l'adaptation au changement climatique dans les secteurs : agriculture, santé, gestion des zones côtières et des écosystèmes, ressources en eau ;

- Une stratégie d'engagement du secteur privé sur l'Adaptation au Changement Climatique, est développée dans les secteurs agriculture, santé, gestion des zones côtières et des écosystèmes, ressources en eau.

PRINCIPAUX LIVRABLES

L'équipe de consultants produira les rapports suivants :

Période	Livrables
Première semaine de la mission	Rapport de démarrage : validation de la note de démarrage, de la méthodologie, à soumettre au plus tard une semaine après la signature du contrat, date de début de la mission
Fin quatrième semaine de la mission	Le rapport provisoire : une matrice des lacunes et besoins afin de renforcer les partenariats public-privé, ainsi que des sources de financement novateur pour les secteurs: agriculture, santé, gestion côtière et de l'écosystème, ressources hydriques et une proposition de stratégie d'engagement du secteur privé sur l'Adaptation au Changement Climatique dans les secteurs précités. Un draft de stratégie d'engagement du secteur privé 4 semaines après la signature du contrat
Au plus tard deux semaines après la fin de la mission	6 semaines après la signature du contrat Validation sous format hybride ou en ligne de la stratégie d'engagement du secteur privé Rapport final du déroulement de la mission

FONCTIONS

Les tâches de l'équipe d'évaluation sont entre autres :

- Collecter la documentation ;
- Exploiter les différents rapports des agences ;
- Procéder à une analyse de la documentation et des informations collectées

Tâches spécifiques du chef de mission

En plus des tâches générales dévolues à l'équipe, le chef de mission aura la responsabilité de :

- Assurer la gestion et la coordination des travaux de l'équipe de consultation ;
- Faciliter et animer les consultations avec les parties prenantes ;
- Animer les sessions de restitution et s'assurer que les produits attendus soient finalisés et soumis dans les délais définis dans les présents TdRs.

COMPETENCES

Le consultant international Economiste de l'Environnement, Chef de mission devra avoir les qualifications suivantes :

- BAC+5 en économie, économie de l'environnement, économie rurale, gestion des ressources naturelles ou diplôme connexe ;

- Avoir déjà réalisé(e) au moins cinq (5) missions similaires ;
- Avoir une connaissance des enjeux climatiques à Madagascar serait un atout ;
- Avoir une connaissance du secteur privé du Madagascar serait un atout ;
- Avoir conduit au moins deux (2) missions en qualité de chef de mission ;
- Avoir une profonde maîtrise du système de financement climatique.

DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

Une Proposition Technique comprenant :

- Une Note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les raisons de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique (assortie d'un chronogramme) et de l'organisation de la mission envisagée ;
- CV incluant : L'expérience acquise dans des projets similaires justifiée par les attestations ou certificats de bonne exécution et au moins 3 références avec les contacts téléphone et courriel mis à jour ;

Une Proposition Financière Contrats forfaitaires:

La proposition financière sera soumise sur la base de l'approche forfaitaire, la proposition financière prévoit un montant forfaitaire et précise les modalités de paiement sur la base de produits/délivrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs) même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat. Elle doit être libellée en dollars.

Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé aux candidats au Contrat Individuel de fournir une ventilation de ce montant forfaitaire. Les consultants doivent indiquer en détail dans leurs propositions financières les honoraires, les frais de séjour (le cas échéant) et le nombre de jours de travail prévus. Le PNUD n'accepte pas les coûts de voyage qui excèdent ceux du billet en classe économique. Si un consultant désire voyager en classe supérieure, il devra le faire sur ses ressources propres.

En cas de voyages non prévus dans les TDR, le paiement des coûts de voyage (y compris les billets d'avion, l'hébergement, et les dépenses des terminaux) doit être convenu entre le Bureau du PNUD et le consultant individuel avant le voyage et devra être remboursé.

Par ailleurs, les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est à dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les termes de référence et après acceptation du responsable désigné par le PNUD.

Les candidats pourront être invités ou contactés par téléphone à la fin du processus d'évaluation technique. Aucune note ne sera donnée à cet entretien, mais il sera utilisé pour valider les points donnés au cours de l'évaluation technique et permettra de mesurer/évaluer la bonne connaissance du candidat de l'objet des TDR.

NB : Le PNUD ne fournit ni de véhicule ni de bureau pour les consultants. Les consultants devront faire refléter tous les coûts dans leur offre financière.

EVALUATION - PRINCIPAUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Evaluation technique

Critères	Sous-critères	NOTE
Eligibilité	a) Education Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (BAC+5 ou plus) en économie ou environnement ou toute autre spécialité connexe à l'environnement ou autre qualification similaire répondant aux exigences de la mission.	Oui / Non
	a) Expériences Disposer d'au moins 5 années d'expériences dans la réalisation des missions similaires	Oui / Non
Expériences dans les missions de l'économie et/ou de l'environnement	Expérience professionnelle qui couvre le domaine (1 à 5 ans =10 points ; plus de 5 ans = 15points)	15
Expériences en réalisations d'études similaires	Avoir réalisé ou dirigé au moins une (01) mission similaire en qualité de chef de mission	15
Compréhension des TDR (objectifs et résultats attendus)	Adéquation de la méthodologie proposée par rapport aux TDRs (compréhension des TDRs, description détaillée des différentes composantes)	50
Collecte et d'analyses	Adéquation des outils proposés	10
Planning de la mission	Programme détaillé de la mission (30 jours)	10
TOTAL		100

Seuls les candidat(e)s qui obtiendront 70% de la note technique seront considéré(e)s pour l'évaluation financière.

Evaluation financière

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Il est à noter que seules les offres financières relatives à des offres techniques ayant obtenu au moins 70/100 du total de points affectés à l'offre technique seront considérées. La proposition financière la moins disant recevra une note financière de 100 points. La formule à utiliser pour le calcul de la note financière sera la suivante :

Note financière = 100 x prix de l'offre la moins chère/Prix de l'offre considérée.

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse résultera d'une pondération de la qualité technique et du prix des offres selon une clé de répartition de 70/30. La note globale de l'offre = 70% x note technique + 30 % x note financière.

L'offre qui se voit attribuer le plus des points par l'addition des points issus de l'offre technique et ceux obtenus à partir de l'offre financière ainsi calculée est déclarée attributaire du marché. Au cas où aucune des propositions techniques n'aura atteint le score minimum technique, le commanditaire se réserve le droit de négocier et signer un contrat avec le consultant ayant obtenu le score technique le plus élevé.

Note : le consultant ne devra à aucun moment avoir été impliqué dans le programme de quelque manière que ce soit.

Jalons de paiement

	Tranche	Echéance/critère de qualité	Livrables
1	1 ^{ère} Tranche : 20%	validation de la note de démarrage la méthodologie, à soumettre au plus tard une semaine après la signature du contrat, date de début de la mission	Rapport de démarrage
2	2 ^{ième} Tranche : 40%	une matrice des lacunes et besoins afin de renforcer les partenariats public-privé, ainsi que des sources de financement novateur pour les secteurs: agriculture, santé, gestion côtière et de l'écosystème, ressources hydriques et une proposition de stratégie d'engagement du secteur privé sur l'Adaptation au Changement Climatique dans les secteurs précités. Un draft de stratégie d'engagement du secteur privé 4 semaines après la signature du contrat	Rapport provisoire
3	3 ^{ième} Tranche : 40%	6 semaines après la signature du contrat : Validation sous format hybride ou en ligne de la stratégie d'engagement du secteur privé Rapport final du déroulement de la mission	Rapport final
	100%		

CONFIDENTIALITE

Le consultant retenu s'engage à respecter la confidentialité des informations professionnelles qu'il recevra ou découvrira durant la mission.

PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard seront d'application si la remise du rapport final excède de manière inconsidérée le chronogramme planifié par le Consultant. Le PNUD avisera le consultant en cas de retard établi d'une date de remise attendue du rapport final n'excédant pas une semaine complémentaire non rémunérée. A partir du 8^{ème} jour, une pénalité de 2% du marché par jour de retard sera appliquée. A partir de 10%, le PNUD s'octroie le droit de renoncer au contrat de manière unilatérale sans contrepartie financière.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET SOUMISSION.

Pour l'offre technique

- Une note de compréhension des TDR de la mission ;
- Une note de présentation de la méthodologie du consultant ;
- Le chronogramme de travail proposé pour conduire la mission ;
- CV détaillé (photocopies des contrats et attestations des services réalisés, etc)
- Les photocopies des diplômes ;
- Les références professionnelles avec les contacts téléphoniques et courriels mis à jour.

Pour l'offre financière

- La lettre de soumission datée, signée et indiquant le montant de l'offre ;
- Le bordereau des prix unitaires avec détails des coûts.



Prière d'envoyer les propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse offres.mg@undp.org avec mention de la référence et l'intitulé du dossier au plus tard le 10 juillet 2022 à minuit, heures locales, soit GMT +3

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.